PROVINCE SUD

ARRÊTÉS ET DÉCISIONS

Arrêté n° 237-2008/PS du 14 février 2008 portant prescriptions sur la réhabilitation et le suivi d'un centre d'enfouissement technique par la société CSP Veolia Propreté sur la route de Gadji - commune de Païta

Le président de l'assemblée de la province Sud,

Vu la loi modifiée n° 99-209 organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 14 du 21 juin 1985 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 14 du 26 février 1986 relatif à l'installation d'une décharge contrôlée à Païta ;

Vu la lettre de demande de changement d'exploitant du maire de Païta en date du 30 août 2007 ;

Considérant le porter à connaissance relatif à la réhabilitation du centre de stockage des déchets de Païta présenté par la société CSP Veolia Propreté en date du 9 février 2006 ;

Considérant que la cessation d'une activité au titre de laquelle elle avait été autorisée a été portée à la connaissance de M. le président de l'assemblée de la province Sud conformément à l'article 37 de la délibération modifiée n° 14 du 21 juin 1985 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant doit remettre le site exploité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la délibération susmentionnée, il y a donc lieu d'établir des prescriptions sur la réhabilitation et le suivi du centre d'enfouissement des déchets de Païta ;

Sur proposition de l'inspection des installations classées (direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie) ;

L'exploitant entendu,

Arrête :

Article 1^{er} : La société CSP Veolia Propreté doit observer les prescriptions, énoncées aux articles ci-après, relatives à la réhabilitation et au suivi du centre d'enfouissement de déchets situé sur la route de Gadji, commune de Païta. Ces prescriptions visent les activités suivantes, anciennement exploitées, et visées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dont le classement s'établit comme suit :

Désignation des activités	Importance	Nomenclature			Soumis aux dispositions
		Rubrique	Seuil	Régime	
Déchets industriels provenant d'installations classées (installation stockant ou traitant principalement des)	Installation de stockage	2720-3	Sans seuil	A	De l'arrêté n° 414 du 26 février 1986

Désignation des activités	Importance	Nomenclature			Soumis aux dispositions
		Rubrique	Seuil	Régime	
Déchets ménagers ou assimilés (installation stockant ou traitant principalement des)	Installation de stockage	2723-3	Sans seuil	A	De l'arrêté n° 414 du 26 février 1986
A = Autorisation					

Article 2 : Tout nouvel apport de déchets et matériaux en tous genres est interdit sur le site du centre de stockage de déchets, situé sur la route de Gadji, commune de Païta.

Article 3 : Tout affouillement ou exhaussement est interdit.

Article 4 : Tout usage du sol à vocation incompatible avec l'utilisation antérieure du site est interdit.

Article 5 : Les installations doivent être fermées, réhabilitées et suivies conformément aux plans et données techniques jointes au dossier de porter à connaissance déposé en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 6 : L'ensemble des installations, leur réhabilitation, et leur suivi, doit satisfaire à tout moment aux prescriptions techniques annexées au présent arrêté.

Article 7 : Le président de l'assemblée de la province Sud se réserve le droit de fixer ultérieurement toutes nouvelles prescriptions qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la santé, de la sécurité et de la salubrité publiques, de l'agriculture, de la protection de la nature et de l'environnement ainsi que la conservation des sites et des monuments, sans que le titulaire puisse prétendre à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

Article 8 : L'inspecteur des installations classées peut visiter à tout moment les installations de l'exploitant.

Article 9 : Le présent arrêté ne dispense en aucun cas l'exploitant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 10 : L'exploitant doit se conformer aux prescriptions du code du travail et des textes réglementaires pris pour son application, notamment la délibération n° 323/CP du 26 février 1999 relative aux règles générales de prévention du risque chimique et à la fiche de données de sécurité.

Article 11 : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais par les moyens appropriés (téléphone, fax, courrier électronique...) à l'inspecteur des installations classées les

accidents ou incidents survenus lors de la réhabilitation et en période de suivi de cet établissement qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la délibération modifiée n° 14 du 21 juin 1985 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Il fournit à ce dernier, sous 15 jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles prises pour éviter qu'il se reproduise.

Les frais qui résultent d'une pollution accidentelle due à l'installation sont à la charge de l'exploitant, notamment les analyses et la remise en état du milieu naturel.

Article 12 : Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Païta où elle peut être consultée. Une copie du même arrêté est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Article 13 : Le présent arrêté sera transmis à M. le commissaire délégué de la République, notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Pour le président,
et par délégation :
Le secrétaire général,
PIERRE GEY

—————
CSP VEOLIA PROPLETE
—————

**PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ANNEXEES
A L'ARRETE N° 237-2008/PS DU 14 FEVRIER 2008**
—————

S O M M A I R E

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

- 1.1 CESSATION D'ACTIVITE
- 1.2 REHABILITATION DES INSTALLATIONS
- 1.3 PROGRAMME DE SUIVI

ARTICLE 2 - REHABILITATION DU SITE

- 2.1 PROTECTION DE LA BIODIVERSITE
- 2.2 STABILITE GEOTECHNIQUE
- 2.3 COUVERTURE FINALE
- 2.4 REVEGETALISATION
- 2.5 INTEGRATION PAYSAGERE

ARTICLE 3 - SUIVI DES EMISSIONS

- 3.1 REJETS AQUEUX
- 3.2 EMISSIONS ATMOSPHERIQUES
- 3.3 AUTOSURVEILLANCE

ARTICLE 4 - PREVENTION DES RISQUES INCENDIES

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

- 1.1 CESSATION D'ACTIVITE

L'exploitant est tenu de remettre sous un mois après l'arrêt définitif de l'exploitation à l'inspection des installations classées

pour la protection de l'environnement le plan de recollement à jour des terrains d'emprise de l'installation, comprenant un relevé topographique détaillé du site.

1.2 REHABILITATION DES INSTALLATIONS

La réhabilitation des installations est conçue de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées. Celle-ci est détaillée dans l'article 2.

L'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncées dans le porter à connaissance relatif à la réhabilitation du site dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

1.3 PROGRAMME DE SUIVI

Pour toute partie couverte, le programme de suivi est prévu pour une période d'au moins trente ans et est détaillé dans l'article 3 ci-après. Cette période de suivi est définie comme une période pendant laquelle aucun apport de déchets et autres matériaux en tous genres ne peut être réalisé et pendant laquelle il est constaté une production significative de biogaz ou de lixiviat ou toute manifestation susceptible de nuire aux intérêts mentionnés à l'article 1^{er} la délibération n° 14 du 21 juin 1985 modifiée.

Cinq ans après le démarrage de ce programme de suivi l'exploitant adresse un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale. Dans ce mémoire figure les rapports de visites annuels réalisés par l'exploitant pour s'assurer du bon état général visuel du site. Sur la base de ces documents, l'inspection des installations classées peut proposer une modification du programme de suivi.

Le président de l'assemblée de la province Sud peut déterminer ensuite par arrêté complémentaire, eu égard aux dangers et inconvénients résiduels de l'installation, la date à laquelle peut être levé, en tout ou partie, le programme de suivi à long terme. Il peut également déterminer des restrictions d'usage du site.

ARTICLE 2 - REHABILITATION DU SITE

2.1 PROTECTION DE LA BIODIVERSITE

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires sur le site pour protéger les espaces naturels et les paysages, préserver les espèces animales et végétales, maintenir les équilibres biologiques auxquels ils participent et protéger les ressources naturelles contre toutes causes de dégradation qui les menacent.

2.2 STABILITE GEOTECHNIQUE

Toutes dispositions sont prises pour assurer la stabilité des installations dans le temps. Pour cela, l'exploitant est tenu notamment de respecter les préconisations établies lors de l'expertise géotechnique du site.

La hauteur du site de stockage de déchets une fois réhabilité n'excèdera pas la cote en mètres NGNC au point le plus élevé +

33 m NGNC conformément aux relevés topographiques fournis et joints au dossiers déposés.

Le site devra faire l'objet d'un usage ultérieur compatible avec la présence de déchets. En particulier toute opération susceptible de porter atteinte de manière plus générale à la stabilité et au bon confinement de la masse de déchets et des eaux en présence, sera interdite.

2.3 COUVERTURE FINALE

Dès la réalisation du réseau de drainage du biogaz, une couverture finale est mise en place. Cette couverture finale est réalisée selon un profil topographique permettant de prévenir autant que faire se peut les risques d'éboulement, de ravinement et d'érosion et de manière à diriger les eaux de ruissellement superficielles vers l'extérieur de la zone anciennement exploitée et les dispositifs de collecte appropriés.

La couverture présente une pente d'au moins 3 % permettant de diriger toutes les eaux de ruissellement vers des dispositifs de collecte. Cette pente ne doit pas créer de risques d'érosion de la couverture en place.

Cette couverture se compose du bas vers le haut :

- une couche de matériaux argileux d 80 centimètres d'épaisseur d'une perméabilité de l'ordre de 10^{-7} à 10^{-8} m/s ;
- une couche de terre végétale de 20 centimètres permettant une évapotranspiration maximum.

Tous les aménagements anciennement exploités et qui ne sont plus nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état.

La clôture du site est maintenue pendant au moins cinq ans. A l'issue de cette période, les dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats et tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions, et cela pendant toute la durée de leur maintien sur le site.

2.4 REVEGETALISATION

L'exploitant procède dès que possible à la revégétalisation des sols reconstitués ou des terrains défrichés ou perturbés par son activité dont la vocation finale est, par ordre de priorité, le retour à l'état naturel ou la constitution d'une ressource naturelle renouvelable.

Le programme de revégétalisation établi, peut être révisé périodiquement dans le cadre d'un système d'amélioration continue. L'état d'avancement du programme de revégétalisation est transmis tous les cinq ans à l'inspection des installations classées.

2.5 INTEGRATION PAYSAGERE

L'exploitant prend toutes les dispositions appropriées au niveau de la réhabilitation du site permettant de les intégrer au mieux dans les paysages naturels environnants. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont également aménagés et maintenus en permanence en bon état de propreté (peinture, collecte des déchets etc.). Les abords du site sont dégagés et entretenus pour limiter les risques de propagation d'incendie.

Les surfaces revégétalisées sont régulièrement entretenues. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, etc.). Les surfaces non utilisées par l'emprise des installations préserveront les espaces verts naturels.

ARTICLE 3 - SUIVI DES EMISSIONS

3.1 REJETS AQUEUX

3.1.1 Eaux pluviales

Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées seront collectées par des fossés périphériques avant leur rejet dans le milieu naturel.

L'exploitant veillera au bon fonctionnement de son réseau de collecte afin de limiter les infiltrations d'eau et donc la production de lixiviats, et afin d'assurer une bonne gestion de la stabilité générale du site.

3.1.2 Eaux usées

Les eaux usées susceptibles d'être chargées, ou percolats, doivent être collectées et transiter par un système de traitement adapté et conforme à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. En l'occurrence, elles seront collectées au niveau de la tranchée drainante mise en place en point bas du site. Les lixiviats recueillis transitent par une bache de reprise avant d'être pompés et traités au niveau de l'unité de traitement des effluents de l'Installation de Stockage des Déchets de Gadji.

L'exploitant assurera une surveillance périodique des conditions de stockage de ces rejets afin d'éviter un déversement dans le milieu naturel en apportant une attention particulière à l'étanchéité du conteneur, et son niveau de remplissage.

3.2 EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

3.2.1 Caractéristiques des principales installations de traitement

Les gaz de fermentation produits par l'installation (biogaz) et susceptibles d'être chargés doivent être collectés et transiter par un système de traitement adapté.

Ce traitement (traitement par filtration puis traitement par incinération) doit permettre le respect des valeurs limites d'émission prévues à l'article 3.2.3. Les systèmes de traitement doivent être régulièrement entretenus

3.2.2 Contrôle des caractéristiques du biogaz

Les installations de valorisation, de destruction ou de stockage du biogaz sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement.

L'exploitant procède périodiquement à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO₂, O₂, H₂S et H₂O. La fréquence des analyses est conforme aux dispositions fixées à l'article 3.4.

3.2.3 *Contrôle des rejets atmosphériques*

Les valeurs limites fixées dans le présent arrêté le sont sur la base des meilleures technologies disponibles à un coût économique acceptable et des caractéristiques particulières de l'environnement.

Le rejet atmosphérique de l'installation de combustion (torchère) devra respecter les valeurs limites suivantes :

- SO₂ < 300 mg/Nma³
- CO < 150 mg/Nm³

Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.

De plus, les émissions de SO₂, CO, HCl, HF issues du dispositif de combustion font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent.

Lors de la destruction par combustion (évapo-incinération), les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi.

3.2.4 *Règles de mesures et de dépassement*

Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. Les prélèvements, mesures et analyses sont réalisés selon des méthodes de référence reconnues.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière. 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une à une série significative de mesures.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 Kelvin) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligrammes(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite.

En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

3.3 AUTOSURVEILLANCE

L'exploitant met en place, à ses frais et sous sa responsabilité un programme de surveillance et de suivi des installations.

Les résultats de l'ensemble des mesures sont transmis périodiquement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

Au moins une fois par an ces mesures doivent être effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

La périodicité de l'auto surveillance est définie dans le tableau suivant :

	Période de suivi (2)
Volume de lixiviat (0)	Tous les 6 mois
Composition du lixiviat (0) (1)	Tous les 6 mois
Volume et composition des eaux de ruissellement	Tous les 6 mois
Caractérisation du biogaz (3) (CH ₄ , CO ₂ , O ₂ , H ₂ S, H ₂ O).	Tous les 6 mois (4)
Rejets atmosphériques de l'installation d'évapo-incinération	Tous les 6 mois
Mesures de bruit	-
Programme de revégétalisation	Tous les 5 ans

(0) Le prélèvement d'échantillons et les mesures (volume et composition) des lixiviats doivent être réalisés séparément à chaque point où un lixiviat est rejeté du site. Pour les lixiviats et les eaux, un échantillon représentatif de la composition moyenne est prélevé pour la surveillance.

(1) Les paramètres minimaux à analyser sont les suivants : matières en suspension totale (MEST), carbone organique total (COT), demande chimique en oxygène (DCO), demande biochimique en oxygène (DBO₅), azote global, phosphore total, phénols, métaux totaux dont : Cr⁶⁺, Cd, Pb, Hg, As, fluor et composés (en F), CN libres, hydrocarbures totaux, composés organiques halogénés (en AOX ou EOX), complétés par la résistivité et l'ammoniacque. (Note : Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants: Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al).

(2) Si l'évaluation des données indique que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs, la fréquence peut être adaptée. Pour les lixiviats, la conductivité doit toujours être mesurée au moins une fois par an.

(3) Ces mesures concernent principalement les déchets contenant des matières organiques.

(4) L'efficacité du système d'extraction des gaz doit être vérifiée régulièrement.

ARTICLE 4 - PREVENTION DES RISQUES INCENDIES

Toutes dispositions sont prises pour prévenir les risques d'incendie, d'explosion et d'émanation de substances toxiques et combattre les sinistres. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres sont étudiés avec un soin, proportionnés à la nature et l'importance des conséquences de ceux-ci.

Toutes dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement, des conséquences notables pour le milieu environnant.

Les accès sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant sont admises dans l'enceinte de l'établissement.

Les secours extérieurs sont immédiatement prévenus en cas d'accident ou de sinistre.

Arrêté n° 366-2008/PS du 10 mars 2008 autorisant le captage temporaire d'une partie des eaux de la Fausse Yaté dans la commune de Yaté par la société Colas, représentée par son directeur M. Alain Bourdois

Le président de l'assemblée de la province Sud,

Vu la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 organique modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 105 du 9 août 1968 réglementant le régime et la lutte contre la pollution des eaux en Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 03-96/APS du 11 avril 1996 relative aux délégations de compétence en matière de gestion des cours d'eau ;

Vu la délibération n° 238/CP du 18 novembre 1997 portant délégation de gestion des cours d'eau aux provinces Nord et Sud ;

Vu la requête formulée par la société Colas, représentée par son directeur M. Alain Bourdois en date du 7 décembre 2007 ;

Considérant les avis émis lors des enquêtes administratives,

Arrête :

Article 1^{er} : Objet de l'autorisation

Est autorisé, aux conditions du présent arrêté, le captage d'une partie des eaux de la Fausse Yaté dans la commune de Yaté par la société Colas, représentée par son directeur M. Alain Bourdois, pour les travaux de route sur le lotissement de Waho.

Article 2 : Localisation de l'ouvrage

Dans le système référentiel UTM 72, le captage se situe aux coordonnées suivantes (précision graphique) :

$$X = 697\,895 \text{ m}$$

$$Y = 7\,547\,456 \text{ m}$$

Article 3 : Débit maximum et périodes de prélèvements autorisés

Le débit de prélèvement maximal autorisé est de :

- 8 m³/heure soit 16 m³/jour

à raison d'un maximum de 2 heures de prélèvement par jour jusqu'au 30 juin 2008.

Le permissionnaire s'engage à maintenir un débit minimal, dans le cours d'eau, en aval du prélèvement dont la valeur sera fixée ultérieurement par les services compétents en matière de gestion de la ressource en eau.

En tout état de cause, ce débit devra garantir en permanence la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et notamment la vie, la circulation et la reproduction des espèces qui peuplent les eaux ainsi que les intérêts des riverains et autres utilisateurs de la ressource.

Article 4 : Prescriptions relatives à la préservation de la ressource en eau dans le cadre d'une gestion équilibrée et durable

La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

Le permissionnaire équipe son installation au départ du captage d'un système de comptage de type volumétrique.

Le permissionnaire s'engage à entretenir et maintenir en bon état de fonctionnement l'installation de comptage.

Le permissionnaire s'engage à fournir à toute demande, aux agents des services compétents en matière de gestion de la ressource en eau, les moyens de constater les volumes prélevés.

Les données relatives aux prélèvements sont consignées dans un registre prévu à cette attention, elles sont transmises au service provincial compétent en matière de gestion de la ressource en eau selon les modalités suivantes ou à toute demande émanant de celui-ci :

- Période	- Relevé	- Envoi
- mois de de mars à juin	- journalier	- mensuel

Toute augmentation du débit de prélèvement en eau autorisé ou des conditions d'utilisation de celui-ci fait l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation de prélèvement.

Article 5 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée jusqu'au 30 juin 2008 (fin des travaux), à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de Nouvelle-Calédonie. Elle cesse de plein droit le 30 juin 2008 après cette date, si l'autorisation n'est pas renouvelée en application de l'article 11 ci-dessous.

Article 6 : Responsabilité

Pendant la durée de l'autorisation de prélèvement, le permissionnaire est responsable :

- des accidents causés aux tiers et des avaries qui pourraient survenir aux ouvrages publics du fait de ses installations et de leur exploitation ;